

ESPACES RURAUX ET MODES DE VIE CONTEMPORAINS

Marc MORMONT

Summary

This paper examines the question of rural lifestyles and identities. It summarizes different approaches that rural sociology has used to formulate it. From certain deep tendencies of modernity, the paper shows that it is no longer possible to analyse rural problems by assuming any kind of correspondence between places and social groups. Locality becomes paradoxical : it is diluted in many different uses, different institutions and management tools, but in the same time local regulations and bargaining between social actors is increasingly important. Rural culture in a modern world would then be a culture of integration and negotiation.

MOTS-CLÉS : sociologie rurale, modernité, espace, modes de vie
KEYWORDS : rural sociology, modernity, space, lifestyles

1. INTRODUCTION

Villes et campagnes sont-elles encore, dans un univers très urbanisé, des espaces correspondant à des modes de vie différents, voire à des cultures spécifiques ? Si la réponse est négative, la notion même de rural se vide de tout sens sociologique : le terme de rural ne désigne plus que la campagne. Cette question n'est pas nouvelle. Elle est au coeur de toute la réflexion des disciplines ruralistes depuis plusieurs décennies, mais elle prend un contenu et un sens nouveau à chaque étape des transformations qui affectent la société et l'espace. Au-delà des milieux scientifiques, cette question est aussi posée par des acteurs qui se revendiquent de la « ruralité » : elle est donc une question « politique » que la recherche ne peut ignorer. Nous commencerons par retracer rapidement l'histoire de cette question; nous nous demanderons ensuite, plus théoriquement, **quel type d'espace est caractéristique des sociétés contemporaines**; nous tâcherons enfin, à partir de différentes observations de terrain, de poser un diagnostic sur le monde rural contemporain.

2. HISTOIRE DE LA QUESTION

Marx, pour décrire la paysannerie, parlait d'une « simple addition de grandeurs du même nom », et la comparait à « un sac rempli de pommes de terre » [6]. C'était dire de manière imagée que le monde rural de l'époque était avant tout un monde paysan, composé de familles, de collectivités locales qui n'avaient guère de conscience commune d'exister, n'avaient aucune forme d'organisation

propre, bref rien ni personne pour les représenter en tant que collectif. Cette perception, qui néglige toutes les spécificités locales, régionales, des sociétés paysannes, n'a de sens que par rapport à un processus historique. C'est relativement à l'industrialisation, au développement des organisations ouvrières, que le monde rural peut être décrit comme cela. La « représentation » que nous nous donnons du monde rural est toujours relative aux questions que l'évolution historique nous pose.

Il faut attendre les années trente pour voir l'idée d'un monde rural prendre forme et signification au cours d'un processus, interrompu par la guerre, de bouleversement économique et social très profond dans les campagnes. Des premières formes d'organisation du monde rural avaient déjà pris corps depuis la fin du XIX^e siècle, avec le développement des organisations agricoles. Il faut rappeler peut-être qu'entre cette époque et la Seconde Guerre, les campagnes commencent à se vider et que ce sont d'abord les petites industries et l'artisanat, les petits métiers qui disparaissent : les campagnes sont de plus en plus « paysannes » c'est-à-dire agricoles en même temps que de nouvelles techniques se diffusent. L'idée d'un monde rural [8] émerge dans ce contexte dont une des dimensions est la démocratisation de la vie sociale qui permet aux ruraux de voter, qui leur donne accès à l'instruction, qui leur permet de s'organiser, qui les fait se comparer aux citadins.

Il n'y a de rural - comme catégorie socio-politique - que par ce processus où les gens des campagnes

commencent à acquérir une conscience d'eux-mêmes par opposition à la ville et l'industrie; cette conscience est d'autant plus aiguë qu'elle s'appuie sur le sentiment bien réel de la disparition de leurs propres modes de vie, de leurs traditions. Les jeunes, forcés au choix entre passé et avenir, sont nécessairement les vecteurs de cette prise de conscience. On observe à ce moment le passage de sociétés paysannes diversifiées, mais sans conscience collective, à l'affirmation de l'existence d'un monde rural que la science va chercher à caractériser.

La sociologie rurale va se construire dans cette optique. Attentive aux spécificités et à la diversité des collectivités rurales, s'appuyant sur des travaux historiques et géographiques nombreux, elle utilisera notamment le terme de « sociétés paysannes » [7]._ (?), précisément pour proposer un sorte de modèle général capable de rendre compte de cette spécificité locale où s'articulent, dans des espaces fermés, contexte écologique, outils techniques et formes d'organisation sociale. Et l'essentiel de ses analyses vise à comprendre la diversité des mécanismes d'adaptation à la société moderne dont font preuve les ruraux. Dans le discours politique comme dans les sciences sociales, finalement, la catégorie du « rural » sert à penser ce passage historique.

Les sciences sociales vont accorder une place centrale à l'espace comme facteur qui permet de spécifier la différence entre rural et urbain. Le monde rural doit alors sa spécificité non plus tellement à des systèmes de production (agricoles) qu'à des phénomènes proprement spatiaux à savoir une vie sociale organisée en petites collectivités elles-mêmes caractérisées par l'interconnaissance, une socialisation à des valeurs communes et des modes de vie où la collectivité l'emporte sur l'individu. Ce modèle [11] est puissant car il permet aussi de penser les changements en cours, la pénétration des techniques modernes comme l'individualisation de la vie sociale. Il se connecte aussi convenablement à une analyse plus globale qui fait des phénomènes de distance, de communication des facteurs importants de ces changements. L'aménagement du territoire peut tirer parti de ce modèle qui permet de « classer » les espaces ruraux sur un continuum rural-urbain. Dans cette optique il y a donc une spécificité du monde rural et elle est avant tout située dans une distance relative à la modernité - mais inscrite dans un rapport à l'espace - caractérisée, elle, par l'individualisation de la vie quotidienne, la mobilité et la spécialisation des

espaces de vie, le développement des grandes organisations.

On est bien dans un mouvement d'urbanisation, d'intégration des campagnes dans un univers urbanisé qui étend son emprise sur tout le territoire. Pour beaucoup, le rural se dissout dans une société qui devient plus homogène : si on regarde effectivement les comportements quotidiens, les modèles de consommation ou les modèles familiaux, les différences entre ville et campagne s'atténuent. La référence implicite est ici la société de masse, la société de consommation. A terme que subsiste-t-il du rural ?

Les premières réponses à cette question se trouvent moins dans les recherches scientifiques que dans la pratique sociale. En Wallonie, c'est au milieu des années septante qu'émergent de nouvelles organisations qui se revendiquent du rural et c'est depuis cette époque que se ravive l'idée d'un monde rural, d'un développement rural spécifique, et souvent d'une alternative à la simple disparition du rural. Il faudra attendre le milieu des années quatre-vingt pour que de premières recherches économiques [10] et sociales [4] viennent donner du poids à cette affirmation. A nouveau, il faut mettre en évidence les évolutions structurelles qui sous-tendent ces changements de perspective et autorisent certains à parler de révolution rurale [3] : l'exode rural se ralentit et parfois s'inverse au profit des grandes périphéries urbaines, la crise économique atteint profondément les régions industrielles, la mobilité continue à s'accroître et avec elle l'emprise urbaine sur les campagnes à travers le tourisme ou les résidences secondaires, l'émergence des questions d'environnement et de nature donnent aux campagnes un rôle nouveau, parfois contradictoire avec la poursuite de la modernisation.

La question de l'existence ou non d'un monde rural est donc une question controversée par rapport à laquelle les prises de position sont autant faites d'a priori que de constats scientifiques [5]. Il s'agit moins ici d'entrer dans cette polémique que de chercher à comprendre ce que ce débat signifie. On se propose ici de l'aborder à partir d'une réflexion sur le statut de l'espace dans les sociétés modernes.

3. ESPACE ET SOCIÉTÉ MODERNE

L'accroissement de la mobilité a joué un rôle fondamental dans les transformations des campagnes durant les dernières décennies. Ce constat est banal et il est tout aussi banal de

constater que cette mobilité continue à croître, avec les moyens modernes de communication dont le rythme de développement est bien supérieur à celui de la croissance économique générale. En réduisant le poids des distances physiques, la mobilité a permis l'intégration des activités rurales dans les circuits économiques dominants, tout comme elle a permis plus récemment d'intégrer des régions rurales entières à l'espace «urbain» : le phénomène des grandes périphéries résidentielles et des régions touristiques en sont l'indice. Mais cette mobilité croissante ne change-t-elle pas aujourd'hui complètement le sens des termes mêmes que nous employons ?

3.1. Région rurale ?

La notion de région rurale a pris tout son sens quand l'intégration des espaces ruraux impliquait de passer d'une échelle locale (villageoise) à une échelle plus grande qui permettait de programmer des équipements, des réseaux de transport. Les approches en termes de hiérarchie urbaine d'une part, de géographie régionale d'autre part étaient complémentaires pour penser la tension entre les spécificités liées à l'histoire, aux conditions naturelles et les forces d'intégration (économique et sociale) que les moyens de communication pouvaient aider à inscrire dans l'espace. La mobilité est telle aujourd'hui que cette notion de région est aujourd'hui en question. A l'échelle d'un pays comme la Belgique comme de beaucoup d'autres régions d'Europe, ce sont des réseaux - qui ne sont plus seulement des réseaux de proximité - qui sont structurants. Les comportements quotidiens des populations (de loisir comme de travail ou de consommation) s'organisent en termes de circulations entre des pôles spécialisés.

C'est plutôt à l'échelle bien plus vaste de l'Europe, et des politiques européennes, que des régions sont aujourd'hui identifiables. Par rapport à l'évolution de la politique agricole européenne, par exemple, le découpage régional implique la distinction entre des régions périphériques (avec une faible productivité et un fort taux d'emploi agricole) et des régions centrales (avec une forte productivité et une main d'oeuvre réduite dans une agriculture entraînée par l'industrie et la technologie). Mais ce qui est nouveau surtout, c'est que, pour nombre de zones rurales, l'appartenance à une région agricole n'est plus décisive : chaque espace rural appartient en fait à autant de régions qu'il y a de domaines d'intervention, et de politiques qui leur correspondent. L'émergence de «régions

frontalières » - induites par la politique européenne - en est une illustration récente.

3.2. Un espace multiple

L'espace des sociétés modernes est avant tout un espace multiple, qu'on décrirait mieux comme enchevêtrement de réseaux que comme des territoires. Espace des flux touristiques, espace des relations industrielles, espace des pôles culturels se superposent de moins en moins. Ce processus a été décrit par les économistes comme une série de découplages, entre secteur primaire et secondaire, entre industrie et emploi, mais aussi entre emploi et territoire. Nous en retiendrons ici surtout le fait qu'un territoire est désormais inscrit dans une pluralité de réseaux auxquels correspondent chaque fois des perceptions et des hiérarchies de valeurs, des catégories d'utilisateurs et de pratiques d'utilisation de l'espace. L'important est que ces réseaux ne se croisent pas nécessairement à l'échelle locale ou régionale. Ces découplages - qui sont une forme de la délocalisation caractéristique de la modernité - ont pour effet de séparer nombre d'activités de leur propre contexte territorial. L'agriculture hors sol figure bien ce mouvement par l'existence d'exploitations pratiquement détachées d'un territoire, mais inscrites dans des flux d'échanges. Ce n'est pas un cas aberrant, car se développe aussi un tourisme qu'on pourrait appeler hors-sol : nous pensons ici à ces « paradis tropicaux » où sont artificiellement créées des conditions de climat et de vie complètement étrangères au milieu.

3.3. Espaces-temps abstraits

Ces processus n'enlève rien à l'importance des données physiques et des contextes géographiques. Un des paradoxes de ces sociétés modernes est même de redonner une importance croissante à l'environnement. L'importance accrue des ressources en eau est un exemple évident. Mais une des propriétés de cet espace moderne est de n'être appropriable que par des médiations abstraites. La gestion de l'eau n'est plus la juxtaposition de réseaux locaux de gestion de l'eau, elle devient de plus en plus une gestion régionale et une gestion complexe qui reposera sur des modèles scientifiques (modèle de rivière), eux-mêmes appuyés sur des réseaux de mesure et des systèmes de normes (normes de qualité différenciées, normes des eaux de baignade). Cette gestion s'inscrit souvent dans des domaines spécifiques à chaque secteur, ou à chaque domaine. La multiplication de ces espaces-temps abstraits concerne tous les domaines - celui des marchés agricoles, celui des politiques

européennes, celui du cycle de l'eau, bientôt celui des réseaux écologiques - et chacun repose sur ses propres ensembles de connaissances, de techniques, de théories et de moyens de communication.

3.4. Le retour du « naturel », du « traditionnel »

En même temps, cette société moderne ne vit plus son devenir sur une vision simple du temps qui opposait simplement l'avenir à la tradition dépassée, le progrès technique à la nature non maîtrisée. La modernité contemporaine au contraire tend à sélectionner dans le passé des éléments qui lui conviennent pour créer de nouveaux objets et de nouveaux contextes. Cela est vrai dans la consommation, avec l'importance des produits naturels, dans l'habitat ou le loisir, mais cela est vrai aussi dans des domaines plus techniques. C'est pour créer des réseaux écologiques que l'on stimulera financièrement le retour à certaines pratiques agricoles extensives. Le passé devient une ressource autant que la technique pour gérer le territoire. La nature est sauvegardée comme sauvage pour l'inscrire dans des réseaux touristiques ou scientifiques.

Il y a un certain nombre de paradoxes dans ces tendances. Relevons ici simplement celui qui nous paraît le plus important. Le local - ce que les anglais désignent par « place » - est en effet de moins en moins une dimension importante de la vie sociale, en tout cas en tant que lieu de formation d'identités et de groupes qu'on pourrait identifier à un espace. Mais en même temps, l'espace local est de plus en plus important, parce qu'il est le lieu où doivent s'articuler et s'harmoniser des formes de gestion. Pour ne prendre qu'un exemple, la gestion de l'eau est de moins en moins locale au sens où elle serait sous le contrôle immédiat des collectivités locales; pour protéger des nappes souterraines menacées de pollution, il faut élaborer des modèles scientifiques complexes; mais il faut aussi développer des méthodes de gestion qui permettent d'associer agriculteurs, collectivités locales, voire entreprises industrielles pour assurer une coordination des interventions, un ajustement au milieu local, tant naturel que social. On développe donc des « programmes locaux » de gestion de l'eau où l'on cherche à négocier des changements de pratiques agricoles avec les agriculteurs.

4. LE RURAL CONTEMPORAIN

Le rural contemporain est profondément marqué par ces caractéristiques de la modernité contemporaine. Quelles hypothèses peut-on faire à son propos ?

La première hypothèse est qu'il faut renoncer au modèle qui met exclusivement en relation des groupes constitués et des espaces locaux. Cette superposition n'est plus de mise. Chaque espace rural est un « territoire » pour plusieurs groupes, qui en ont chacun un usage et une vision différente. Les populations se déplacent au rythme des saisons, mais aussi du cycle de vie, au point que certains espaces ruraux peuvent devenir des espaces de « retraite », notamment par le biais de résidences secondaires. Même les aspects physiques de l'espace, le paysage, peuvent faire l'objet de plusieurs formes d'appropriation : espaces naturels pour les uns, espace économique pour les autres, cadre de prestation d'un « service » touristique pour d'autres. Cette réalité comporte souvent des aspects conflictuels, mais elle recèle aussi des complémentarités et des connivences. En termes d'analyse socio-économique, cela a des implications importantes. Chaque territoire rural appartient en fait à plusieurs réseaux, est parcouru par plusieurs flux et systèmes d'échanges.

Dans cette perspective, le développement local devient autre chose qu'une stratégie centrée sur les équipements et infrastructures censées attirer l'emploi. C'est plutôt un jeu ou une série de jeux où chaque acteur local dispose d'un certain nombre de cartes. Un jeu où l'important est peut-être plus d'attirer des populations spécifiques, temporaires ou permanentes, parce que c'est la population qui crée l'emploi dans les services, le commerce et l'artisanat. Encore faut-il définir quel type de population on veut attirer, retenir et desservir.

En troisième lieu, il faut mentionner l'importance croissante que prennent les savoirs experts (on pourrait même dire les systèmes experts) pour la gestion des territoires locaux : les modèles scientifiques, portés par des institutions d'échelle régionale ou même internationale, sont de plus en plus nécessaires à la gestion de l'espace, qu'il s'agisse des rivières, des paysages, des pollutions, demain peut-être des forêts ou des flux touristiques. Toutes ces composantes des espaces ruraux sont en effet de plus en plus saisies et gérées comme des macro-objets, à une échelle de gestion qui déborde même le seul contexte rural. Une traduction concrète de cette évolution se dessine déjà dans la multiplication des zonages qui s'appliquent à l'espace rural. Au zonage fonctionnel qui distinguait les zones selon leur usage prioritaire, sinon exclusif, se substituera progressivement une diversité de zonages superposés en fonction des impératifs de protection du paysage, de création de

réseaux écologiques, de protection des eaux, de développement de différentes formes de tourisme. Chacun de ces zonages relève à la fois de modèles scientifiques et de normes sociales portées par des institutions qui sont parfois locales (un parc naturel) mais qui sont aussi internationales (zones de protection spéciale) ou régionales.

Enfin on insistera sur le fait que tous ces phénomènes, loin de vider la vie locale de tout contenu, lui redonnent une autre dimension. Cette vie locale n'est plus celle d'un groupe social qui s'identifie à un territoire et qui s'organise pour le gérer. Elle est plutôt de plus en plus un espace de régulation [1], certains diront d'intégration, des relations entre des activités, des acteurs individuels ou collectifs, des institutions et des publics ou des clientèles. On peut en voir des indices par exemple dans le développement de filières sur base de la labélisation de produits agricoles, dans le développement de spécialisations touristiques très spécifiques sur base de thèmes qui ont ou qui n'ont pas de base dans le passé rural. Toutes ces initiatives ont en commun de se développer sur base d'un accord local implicite ou explicite qui définit un produit correspondant à un style de vie ou de consommation, qui incorpore des spécificités locales (naturelles, historiques, etc.).

Peut-on parler, à partir de ces tendances, de modes de vie ruraux et d'identités rurales ? L'espace des sociétés modernes est un espace différencié : la mobilité individuelle est telle qu'aucun rapport d'identité ne peut plus être établi entre espace et groupe social. Cela ne signifie pas que les différenciations sociales n'existent plus et qu'elles seraient dissoutes dans un mode de vie uniforme. Cela signifie plutôt que le style de vie propre à un groupe se développe dans une diversité d'espaces, dans des formes de mobilité et des circulations. Le découplage entre espace de travail et espace de vie, entre les multiples formes de consommation fait que l'identité est désormais multiple, partagée entre plusieurs espaces comme entre plusieurs types d'affiliations et d'appartenances.

Le monde rural entre progressivement dans cette configuration de l'espace. Il se différencie autant que par le passé : entre grandes périphéries urbaines, régions agricoles intensives, pôles touristiques, régions enclavées, les différences ne sont pas moindres que par le passé. Chaque zone rurale est une combinaison de ces composantes. Mais caractériser un espace rural aujourd'hui ne suppose plus seulement de décrire sa composition, il faut aussi décrire les multiples acteurs qui y

interviennent temporairement ou à distance, les multiples champs à partir desquels cet espace est géré, les modèles scientifiques qui les inspirent. Les préoccupations naturalistes par exemple, largement exogènes, ne concernent plus seulement des espaces marginaux et délaissés : elles prétendent intervenir sur tout le territoire et même contribuer à redéfinir les tâches et les métiers des agriculteurs. Beaucoup d'aspects de ces transformations restent à étudier et à observer, mais cela impose de revoir nos concepts scientifiques, nos découpages de l'espace et nos définitions du territoire. Dès lors qu'on le situe par rapport aux caractéristiques des sociétés modernes, l'espace rural n'est certainement plus le support d'une identité collective propre à un groupe social, il est plutôt le lieu de rencontres et de confrontations d'identités différentes et toutes partielles. Il y a donc certainement des formes de vie sociale propres aux espaces ruraux mais ces sont moins des styles de vie que des « moments » de différents styles de vie.

Il reste seulement un point important à signaler. Une des conséquences sur laquelle on a insisté est que l'espace local retrouve et conserve une importance cruciale dans la gestion, en tant que lieu d'intégration de différentes politiques ou comme lieu d'articulation de différentes stratégies. C'est particulièrement visible dans les questions d'environnement où une gestion fine doit combiner des décisions globales, comportant par exemple des programmes lourds d'investissement, et des décisions locales, voire individuelles, qui sont nécessaires à leur efficacité. L'espace local devient alors un lieu où doivent se composer ces politiques. Le développement agricole sera désormais inséparable de politiques de protection de l'eau, de paysages ou des milieux naturels. Il pourra aussi s'appuyer sur des complémentarités avec le développement touristique, avec des activités de loisir. Il pourra aussi se faire sur base de petites filières locales ou régionales. Tout cela ne pourra pourtant se faire que si localement, ces complémentarités sont activement recherchées. L'idée de développement local n'est donc, à notre sens, pas seulement un effet de mode.

Les milieux ruraux ont à cet égard des atouts particuliers, spécialement des formes de sociabilité, de vie associative qui permettent de mettre en relation des acteurs appartenant à des groupes différents. Un certain nombre d'expériences sont actuellement en cours et vont dans ce sens. Il s'agit, à travers des contrats de rivière [2], des contrats de biodiversité [9], des contrats de nappe, demain peut-être des contrats de paysage, de réunir les

différentes formes d'intérêt pour un aspect du territoire rural et de les faire se chercher un projet commun.

Ces expériences - qu'on ne peut décrire ici - indiquent bien les caractéristiques des nouvelles formes que prend la gestion des territoires ruraux :

- c'est une gestion qui procède en fonction d'enjeux spécifiques (l'eau, la nature, la forêt) qui spécifient le territoire considéré par rapport à des usages ou des utilités qui ne sont pas seulement locales;
 - c'est une gestion qui s'ouvre à des acteurs tant privés que publics, à des acteurs locaux aussi bien qu'extérieurs : le projet s'élabore progressivement par la négociation et la recherche de compromis localement acceptables et qui peuvent être sanctionnés par le marché, par la norme juridique ou par des programmes d'action;
- le rôle des associations volontaires en tout genre est primordial et a pour fonction de mettre en évidence et de formaliser des demandes sociales multiples à l'égard du territoire. Les compétences engagées sont aussi bien des savoirs traditionnels que des compétences scientifiques, mais la vie associative locale est un des moteurs de ces opérations. La sociabilité apparaît alors le vecteur d'intégration des intérêts, des compétences.

5. CONCLUSION

En guise de conclusion, nous pourrions inscrire cette réflexion sur les modes de vie ruraux dans une perspective encore différente. Il ne fait pas de doute que la société industrielle, dans ses premières phases de développement axées sur le travail productif, a largement marginalisé les zones rurales tout en les libérant des déterminismes physiques, techniques et sociaux des sociétés préindustrielles. Deux constats peuvent être faits aujourd'hui.

D'une part l'espace rural a retrouvé un attrait comme espace de loisir, comme espace résidentiel, comme espace de vie hors du travail. Ce sont ces fonctions là qui ont inversé certaines dynamiques démographiques. Dans une société axée sur les services, sur le cadre de vie autant que sur la production, et dotée de moyens de communication, l'espace rural est redevenu un espace signifiant.

D'autre part la société industrielle se heurte aujourd'hui à un certain nombre de limites : elle ne peut plus ignorer les contraintes écologiques, elle ne peut plus fournir de travail à tous, elle ne peut non plus être la seule source d'identité pour les

gens [12] et elle ne suffit même plus à soutenir le développement des villes. Face à ces demandes, le monde rural, dont les formes de sociabilité sont un atout autant que ses ressources naturelles, peut être un espace d'expérimentation et d'innovation.

RÉFÉRENCES

- [1] ALLAIRE, G., 1994, Projets et territoires, *Territoires ruraux et développement*, (C. Courtet et al., eds.), CEMAGREF et Association Descartes, Paris, 41-53.
- [2] COLLECTIF, 1994, Les contrats de rivière, *Environnement et Société*, 13, 87 p.
- [3] GAVIGNAUD, G., 1983, *La Révolution rurale, Essai à partir du cas américain*, Editions Horvath, Le Coteau, 162 p.
- [4] KAYSER, B., 1989, *La Renaissance rurale, Sociologie des campagnes du monde occidental*, Colin, Paris, 316 p.
- [5] LAGRAVE, R.-M., 1991, Discours commun, discours savant sur le rural, *Où sont les recherches en sciences sociales sur le rural ?*, Institut National de Promotion Supérieure Agricole, Dijon, 219 p.
- [6] MARX, K., 1969, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, Editions Sociales, Paris.
- [7] MENDRAS, H., 1976, *Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*, Colin, Paris.
- [8] MOUGENOT, C., MORMONT, M., 1986, *L'invention du rural. L'héritage des mouvements ruraux*, Editions Ouvrières, Bruxelles, 320 p.
- [9] MOUGENOT, C., et al., 1995, *Aide-mémoire pour son plan communal de développement durable*, Fondation Roi Baudoin, Bruxelles, 68 p.
- [10] QUEVIT, M., 1986, *Le pari de l'industrialisation rurale*, Editions Régionales Européennes, Genève, 142 p.
- [11] REMY, J., VOYE, L., 1974, *La ville et l'urbanisation*, Duculot, Gembloux, 250 p.
- [12] SAINSAULIEU, R., 1994, Société et valeur du travail, *Territoires ruraux et développement*, (C. Courtet et al., eds.), CEMAGREF et Association Descartes, Paris, 183-187.

Marc MORMONT
Fondation Universitaire Luxembourgeoise
Avenue de Longwy 185
6700 ARLON, BELGIQUE